



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
5 décembre 2007
Français
Original : anglais

Première session ordinaire de 2008

21-28 janvier 2008, New York

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

Évaluation

**Réponse de l'Administration à l'évaluation
de la contribution du Programme des Nations Unies
pour le développement à la coopération Sud-Sud***

1. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) se félicite de cette évaluation, qui lui donne l'occasion d'examiner son rôle d'appui à la coopération Sud-Sud, et apprécie les recommandations qui lui sont adressées – elles l'aideront à redoubler d'efforts pour inscrire la coopération Sud-Sud au cœur des domaines d'activités prioritaires de son plan stratégique.
2. Le PNUD est dans le système des Nations Unies le principal promoteur de la coopération Sud-Sud pour le développement. Il assume ce rôle en soutenant les travaux du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud et de nombreuses instances de dialogue et de concertation entre pays du Sud. Il coordonne la réalisation des études analytiques et la formulation des principes directeurs du système des Nations Unies en matière de coopération Sud-Sud, ainsi que les rapports biennaux que l'Administrateur et le Secrétaire général doivent présenter aux organes intergouvernementaux à ce sujet. Ces activités et d'autres ont contribué à sensibiliser les principaux décideurs à la dimension Sud-Sud du développement.
3. Le PNUD demande que les ressources et l'expérience collectives des pays du Sud soient mieux mis à profit – non pas pour remplacer les aides des pays du Nord mais pour les compléter – par le biais de divers mécanismes de coopération économique et sociale. La coopération Sud-Sud crée des liens plus solides qui ont pour effet d'intensifier les flux financiers, les échanges commerciaux, les transferts technologiques et la dissémination des savoir-faire dans l'hémisphère Sud, et d'accélérer par là même le développement de tous les pays de programme.
4. Le paragraphe 12 ci-après indique quelques résultats spécifiques, obtenus à l'échelle régionale et dans les pays, grâce à l'appui du PNUD à la coopération Sud-Sud. Le PNUD s'appuiera sur ces acquis, sur ses autres données d'expérience et sur

* La compilation des données requises pour communiquer au Conseil d'administration les informations les plus récentes a retardé la présentation du présent rapport.



les pratiques optimales dans ses efforts pour accentuer sa contribution à la coopération Sud-Sud.

5. Nonobstant son statut spécifique, le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud constitue un élément essentiel du PNUD, de sorte que tout renforcement de la contribution du PNUD à la coopération Sud-Sud doit s'inscrire dans cette réalité. Le PNUD entend s'investir davantage encore dans la coopération entre les pays du Sud en tirant mieux parti des capacités de toutes ses composantes. Il fera en sorte que le Groupe spécial dispose de tous les moyens nécessaires pour fournir un appui intellectuel, technique et structurel à la coopération Sud-Sud et cela à tous les niveaux – notamment au niveau intra-régional avec des programmes régionaux.

6. Pour ce faire, le PNUD passera en revue le rôle et les responsabilités des services du siège, des bureaux régionaux et des bureaux de pays en matière de coopération Sud-Sud; le but de l'exercice est d'approfondir l'engagement de l'institution tout entière dans ce domaine et de définir clairement le rôle que doit et peut jouer chaque membre du personnel et chaque entité, dont le Groupe spécial, dans le cadre du plan stratégique 2008-2011.

7. Les relations entre le Groupe spécial et le PNUD sont complexes. Il importe de tenir pleinement compte de ce facteur lors du réexamen des attributions et des structures de responsabilités dans le cadre de la réforme de l'ONU.

8. Toute action visant à renforcer la contribution du PNUD à la coopération Sud-Sud doit opérer une distinction entre les différents rôles du PNUD à cet égard, à savoir :

a) Chef de file de l'appui à la coopération Sud-Sud, l'Administrateur étant chargé de convoquer le Comité de haut niveau sur la coopération Sud-Sud et lui rendre compte des résultats obtenus dans ce domaine;

b) Administrateur du système des coordonnateurs résidents, qui lui reste solidement rattaché, comme l'ont indiqué les résolutions 34/213 puis 59/250 de l'Assemblée générale;

c) Prestataire de services d'appui opérationnel aux stratégies et aux plans de développement nationaux.

9. Le PNUD est résolu à adopter une démarche plus efficace et mieux intégrée pour appuyer la coopération Sud-Sud, et s'emploiera pour ce faire à définir plus clairement les responsabilités dans ce domaine et à collaborer plus étroitement et dans un souci de synergie avec le Groupe spécial. Il s'attachera notamment à :

a) Définir un quatrième cadre de coopération Sud-Sud mieux ciblé et plus stratégique qui s'inscrira dans son nouveau plan stratégique, le cadre et le plan étant les deux piliers de sa stratégie globale et intégrée d'appui à la coopération Sud-Sud;

b) Renforcer les partenariats stratégiques à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies au service de la coopération Sud-Sud, dans le plan d'action stratégique et dans le quatrième cadre de coopération;

c) Accroître l'efficacité des processus de consultation interne et externe et de hiérarchisation des priorités de la coopération Sud-Sud, sur la base de critères rigoureux;

d) Améliorer le traitement des demandes adressées à l'Administrateur par le biais des instances intergouvernementales concernant les initiatives Sud-Sud appelant une action multilatérale;

e) Faire jouer les réseaux de connaissances du PNUD et des Nations Unies au profit de la coopération Sud-Sud;

f) Choisir et lancer des initiatives pilotes visant à intégrer la coopération Sud-Sud au cadre de résultats en matière de développement du nouveau plan stratégique, tout en optimisant les possibilités de transposition à plus grande échelle.

10. Le rapport d'évaluation recommande que le Groupe spécial applique strictement les critères de sélection figurant dans le Plan d'action de Buenos Aires, les nouvelles orientations de la coopération technique entre pays en développement et les principes directeurs des Nations Unies en matière de coopération Sud-Sud. L'examen triennal des activités opérationnelles en cours à l'Assemblée générale couvre la coopération Sud-Sud. Son issue déterminera également ce que fera le PNUD pour élargir les possibilités de contribution du système des Nations Unies à l'efficacité des activités de développement en utilisant la plate-forme de coopération Sud-Sud.

11. En réponse aux conclusions spécifiques de l'évaluation, le PNUD reconnaît que, s'il accorde constamment une importance prioritaire à la coopération Sud-Sud sur le plan institutionnel, les mesures concrètes d'appui au niveau régional et dans les pays sont souvent laissées à l'initiative individuelle. De plus, de nombreux éléments Sud-Sud des activités du PNUD ne sont pas reconnus comme tels – conséquence souvent involontaire de leur intégration dans les programmes et projets ordinaires.

12. L'évaluation cite un certain nombre d'exemples de l'attachement et de la contribution du PNUD à la coopération Sud-Sud, mais beaucoup d'initiatives relevant de cette catégorie n'ont pas été classées comme telles, notamment :

a) L'appui du PNUD à une initiative régionale lancée en 2004, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Il a permis de financer 20 études, d'établir un répertoire de 3 000 experts africains à des fins de recrutement de personnel et de consultants, d'améliorer le site Web du NEPAD et d'élaborer le plan stratégique quadriennal du NEPAD;

b) La longue collaboration du PNUD avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui remonte à 1967. Le partenariat ASEAN-PNUD, pour un montant de 1 450 000 dollars, est ciblé sur les politiques d'intégration économique régionale et plus précisément sur la réduction des coûts d'ajustement à court terme au Cambodge, en République démocratique populaire lao, au Myanmar et au Viet Nam;

c) La création du Centre international pour l'action en faveur des pauvres, un projet lancé conjointement par le PNUD et le Gouvernement brésilien pour promouvoir la coopération Sud-Sud en matière de formation et de recherche appliquée sur la lutte contre la pauvreté;

d) L'appui fourni par le programme régional pour l'Europe et la Communauté d'États indépendants à l'effort transfrontière de réparation des séquelles de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, en association avec les populations et les autorités locales;

e) Les rapports nationaux et régionaux sur le développement humain, dont l'établissement implique le plus souvent des échanges Sud-Sud. La série bien connue des rapports arabes sur le développement humain a mobilisé des scientifiques arabes de toute la région et ont donné lieu à des initiatives de coopération intra-régionale.

13. De nombreux autres exemples pourraient être cités au-delà de ceux qui sont mentionnés dans l'évaluation. Y figurent notamment les appuis et études techniques et les conférences de haut niveau organisées par le PNUD avec la Commission économique pour l'Afrique, l'Union africaine et la Banque africaine de développement pour faciliter la coopération Sud-Sud en Afrique, ainsi que les nombreuses activités de coopération conduites par les bureaux de pays du PNUD partout dans le monde pour promouvoir la coopération technique entre les pays en développement.

14. Le PNUD sait qu'il doit procéder au recensement exhaustif de ces activités, élaborer des stratégies institutionnelles adéquates, clarifier ses arrangements de collaboration et ses mécanismes institutionnels, assumer un rôle de conseil et d'appui institutionnel ciblé et dynamique pour aider les bureaux régionaux et les bureaux de pays à traduire dans les faits la contribution du PNUD à la coopération Sud-Sud et à la faire connaître.

15. Le PNUD est conscient qu'il pourrait mieux exploiter les moyens considérables de ses centres de services régionaux, de ses réseaux de connaissances thématiques et ses communautés de pratique pour favoriser systématiquement la coopération Sud-Sud et qu'il devrait codifier ses données d'expérience et ses pratiques optimales à des fins d'apprentissage. Il renforcera la coopération interrégionale Sud-Sud en améliorant la coordination et la communication entre centres thématiques et programmes mondiaux, centres régionaux, communautés de pratique régionales, bureaux de pays et partenaires du système des Nations Unies. La synergie avec les cadres de coopération mondiale et régionale est un élément primordial pour renforcer la contribution à la coopération Sud-Sud en privilégiant l'obtention de résultats et la stricte définition des responsabilités.

16. Le PNUD pense qu'il devrait effectivement mieux tirer parti de l'expérience et des forces du système des Nations Unies dans ses activités d'appui à la coopération Sud-Sud. Il pourrait en l'occurrence exploiter la richesse des connaissances mentionnée plus haut au paragraphe 13 pour promouvoir l'objectif du plan stratégique visant à créer des réseaux, notamment Sud-Sud, afin que l'appui fourni par l'ensemble du système des Nations Unies stimule l'entrepreneuriat local, le développement du secteur privé et de la société civile dans au moins 50 pays d'ici à 2009, en collaboration avec les partenaires des Nations Unies.

17. Le PNUD reconnaît qu'il doit réexaminer et clarifier son rôle dans les pays à revenus intermédiaires, un exercice dans lequel il est désormais engagé. Son rôle devrait manifestement inclure la facilitation et la promotion de la coopération Sud-Sud, selon les besoins des différents pays et les contextes régionaux.

18. L'annexe ci-après reprend les principales conclusions et recommandations du rapport et indique les réponses du PNUD, notamment les mesures prises pour remédier aux insuffisances signalées dans le rapport d'évaluation.

Annexe

Principales recommandations et réponses de l'Administration

Recommandation 1. Le quatrième cadre de coopération pour la coopération Sud-Sud géré par le Groupe spécial devrait s'articuler autour de trois types d'activités – mise en commun des connaissances, élaboration des politiques et sensibilisation et promotion de l'innovation. Chaque initiative devrait être axée sur les résultats et assortie de délais.

Réponse de l'Administration. L'évaluation confirme que les trois plates-formes du troisième cadre de coopération Sud-Sud – qui correspondent aux trois types d'activités proposés – fournissent des outils utiles pour déterminer les domaines d'intervention Sud-Sud. Le quatrième cadre de coopération permettra au PNUD de s'appuyer sur les trois plates-formes pour concrétiser pleinement les progrès accomplis dans les trois années précédentes.

Principales mesures	Calendrier de réalisation	Unités administratives responsables	Suivi*	
			Observations	État d'avancement
1.1 Établir un quatrième cadre de coopération axé sur les résultats assorti de réalisations, de produits et d'objectifs en matière de politiques générales et de plaidoyer; échange de solutions Sud-Sud; pilotage des meilleures pratiques et innovations; cohérence renforcée de l'appui de l'ONU à la coopération Sud-Sud	2008	Le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud (SU/SSC), appuyé par le Bureau des politiques de développement (BDP), le bureau de la prévention des crises et du relèvement (BCPR), le Bureau des partenariats et le Groupe d'appui opérationnel (OSG)		
1.2 Enrichir les ressources web d'information sur le développement par une centralisation plus efficace des connaissances en matière de coopération Sud-Sud et appuyer d'autres initiatives – notamment au PNUD et dans d'autres organismes des Nations Unies – sur la base de résultats mesurables et d'indicateurs de partage des produits de connaissances et de données d'expérience sur les éléments Sud-Sud	2008	SU/SSC et BDP, appuyés par le BCPR, les bureaux régionaux et les bureaux de pays		
1.3 En collaboration avec les organismes et institutions des Nations Unies, améliorer l'élaboration des politiques et la sensibilisation à la coopération Sud-Sud en aidant l'Administrateur à mieux appuyer le Comité de haut niveau, les concertations intergouvernementales et les	2008-2011	SU/SSC et Bureau exécutif, appuyés par le BDP, le BCPR et le Bureau des partenariats		

<i>Principales mesures</i>	<i>Calendrier de réalisation</i>	<i>Unités administratives responsables</i>	<i>Suivi*</i>	
			<i>Observations</i>	<i>État d'avancement</i>
services consultatifs fournis aux gouvernements, et soutenir les efforts déployés à l'échelle du système des Nations Unies pour mettre au point des stratégies de coopération Sud-Sud plus efficaces				
1.4 En collaboration avec d'autres entités du PNUD et des organisations partenaires, aider le système des Nations Unies à piloter des mécanismes et des solutions de développement innovants assortis de délais, axés sur des résultats et susceptibles d'être transposés à plus grande échelle	2008-2011	SU/SSC, appuyé par le BDP, le BCPR, les bureaux régionaux et les bureaux de pays		

Recommandation 2. Dans ses activités de programmation, le Groupe spécial devrait adopter des critères stricts et exploiter les moyens dont disposent le PNUD et d'autres organismes des Nations Unies pour renforcer l'impact de la coopération Sud-Sud sur l'efficacité des activités de développement

Réponse de l'Administration. Le Groupe spécial définira des critères plus stricts qui aideront l'Administrateur du PNUD à déterminer les activités Sud-Sud prioritaires devant être appuyées par le PNUD et ses partenaires. Ces critères figureront dans le quatrième cadre de coopération. Conformément au plan stratégique du PNUD, le Groupe spécial collaborera avec les autres entités du PNUD concernées pour étoffer les réseaux et les communautés de pratique et créer des réseaux, notamment Sud-Sud, afin que l'appui fourni par l'ensemble du système des Nations Unies stimule l'entrepreneuriat local, le développement du secteur privé et de la société civile dans au moins 50 pays d'ici à 2009, en collaboration avec les partenaires des Nations Unies.

<i>Principales mesures</i>	<i>Calendrier de réalisation</i>	<i>Unités administratives responsables</i>	<i>Suivi*</i>	
			<i>Observations</i>	<i>État d'avancement</i>
2.1 Définir les grands axes de l'appui institutionnel à la coopération Sud-Sud sur la base d'une interprétation commune du concept et demander aux équipes de pays d'inclure dans les PNUAD la coopération Sud-Sud et les nouveaux critères qu'utilisera le PNUD pour hiérarchiser les priorités	2008-2009	SU/SSC et OSG, appuyés par le BDP et le Bureau du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD)		
2.2 Renforcer les réseaux Sud-Sud et en créer de nouveaux , notamment pour l'appui apporté par l'ensemble du système des Nations Unies en collaboration avec les partenaires	2009	SU/SSC et BDP, appuyés par le Bureau des partenariats, le BCPR, le GNUD et les bureaux régionaux		

Recommandation 3. Fort de sa propre expérience, le PNUD devrait élaborer – moyennant ressources, mesures d’incitation et responsabilisation – une stratégie institutionnelle sur la coopération Sud-Sud dans laquelle les questions nouvelles seraient abordées et tous ses cadres de programmes intégrés

Réponse de l’Administration. Cette recommandation fait suite à la conclusion selon laquelle « en tant qu’institution, le PNUD n’a pas adopté de démarche ferme et dynamique pour promouvoir la coopération Sud-Sud ». Le PNUD souscrit à la nécessité de définir une stratégie d’ensemble. Il inscrira cette tâche dans son nouveau plan stratégique et dans les cadres révisés des activités de développement et des résultats institutionnels qui seront présentés au Conseil d’administration à sa session annuelle de 2008, ainsi que dans un quatrième cadre de coopération de grande envergure mais stratégique et suffisamment souple pour répondre aux nouveaux besoins, qui définira clairement les produits à réaliser, la répartition des tâches au sein du PNUD, les mesures d’incitation et les responsabilités de chacun. Tout en étant déterminé à intégrer la coopération Sud-Sud dans ses quatre principaux domaines d’intervention, le PNUD estime qu’il est utile d’adopter une approche stratégique en articulant l’appui institutionnel à la coopération Sud-Sud autour de la réduction de la pauvreté et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Il s’emploiera également à inscrire des stratégies adéquates de transposition à plus grande échelle ou de retrait dans les activités pilotes lancées dans ce contexte.

Principales mesures	Calendrier de réalisation	Unités administratives responsables	Suivi*	
			Observations	État d’avancement
3.1 Établir et faire approuver le quatrième cadre de coopération dans lequel figureront : a) les produits à obtenir par le cadre de résultats en matière de développement du plan stratégique et les ressources correspondantes à prévoir; b) le rôle et les responsabilités de chaque entité du PNUD en matière de promotion de la coopération Sud-Sud; c) l’analyse des questions émergentes; et d) l’intégration de tous les éléments pertinents – cadres de programmes, ressources, mesures d’incitation et chaîne de responsabilités.	Premier trimestre 2008	SU/SSC, appuyé par le BDP, le BCPR, le BRSP et l’OSG		
3.2 Le PNUD met à profit le réseau de connaissances dont il dispose dans le monde pour dresser un inventaire complet de ses résultats en matière de coopération Sud-Sud, et pour codifier ses données d’expérience et ses pratiques afin de disposer d’éléments de référence pour une future évaluation	2008	SU/SSC et BDP, appuyés par le BCPR, les bureaux régionaux et les bureaux de pays		
3.3 Engager un processus de consultation sur des possibilités spécifiques d’amplification de l’impact de la coopération Sud-Sud au service du développement, dans le contexte du plan stratégique du PNUD et du quatrième cadre de coopération, afin de déterminer les domaines où les capacités du réseau mondial de	2008	SU/SSC et BDP, appuyés par le BCPR, les bureaux régionaux et les bureaux de pays		

<i>Principales mesures</i>	<i>Calendrier de réalisation</i>	<i>Unités administratives responsables</i>	<i>Suivi*</i>	
			<i>Observations</i>	<i>État d'avancement</i>
connaissances du PNUD et les capacités des pays participants peuvent être mises à profit de manière optimale.				
3.4 Suivre, communiquer et évaluer les résultats du quatrième cadre de coopération et les aspects pertinents du plan stratégique du PNUD, au moyen des systèmes et outils de suivi et évaluation institutionnels du PNUD	2009-2011	SU/SSC et OSG, appuyés par le BDP, le BCPR, les bureaux régionaux et les bureaux de pays		

Recommandation 4. Définir des mécanismes clairs de collaboration entre le Groupe spécial et le PNUD

Réponse de l'Administration. Le PNUD souscrit à cette recommandation et prendra deux mesures spécifiques en vue de définir les mécanismes préconisés : a) clarification du rôle et des responsabilités des différentes entités du PNUD en matière d'appui à la coopération Sud-Sud et intégration de ces mécanismes dans le quatrième cadre de coopération; b) inclusion de la coopération Sud-Sud dans l'action engagée par le PNUD au niveau institutionnel pour définir et approuver les mémorandums d'accord et les plans d'action convenus avec les partenaires de l'ONU pour répartir les tâches de manière rationnelle et créer des effets de synergie, ce résultat figurant en bonne place dans le plan stratégique à la rubrique de la coordination de l'action des Nations Unies.

<i>Principales mesures</i>	<i>Calendrier de réalisation</i>	<i>Unités administratives responsables</i>	<i>Suivi*</i>	
			<i>Observations</i>	<i>État d'avancement</i>
4.1 Dans le quatrième cadre de coopération, définir les rôles, les chaînes de responsabilités et les attributions de chacun en vue de l'obtention des résultats communs inscrits dans le plan stratégique du PNUD pour 2008-2011, et définir notamment les mesures à prendre collectivement pour que la coopération Sud-Sud dispose de ressources plus prévisibles	2008	SU/SSC et bureau exécutif, appuyés par le Bureau des partenariats, le BDP, le BCPR et les bureaux régionaux		
4.2 Définir et faire approuver des mémorandums d'accord et des plans d'action mobilisant les partenaires des Nations Unies.	2008-2011	SU/SSC et Bureau des partenariats, appuyés par le BDP et le BCPR		

* L'état d'avancement des mesures fait l'objet d'un suivi informatique, assuré par le Centre d'évaluation des ressources (<http://erc.undp.org>).